

**Arrêté préfectoral portant abrogation  
de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 mars 2023  
et de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 1er juillet 2024  
Société SUEZ RV NORD EST  
Commune de Rochy-Condé**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2711 (déchets d'équipement électriques et électroniques), n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets de métaux non dangereux), n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, carton, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé qui précise que : « *Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.*

*Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.» ;*

Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2006 statuant sur la demande présentée par la société SITA NORMANDIE PICARDIE en vue de la réactualisation et la mise en conformité des conditions d'exploitation du centre de tri – transfert de Rochy-Condé ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant au bénéfice de la société SITA OISE du 31 août 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020 autorisant la société SITA OISE située sur la commune de Rochy-Condé ;

Vu l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020 susvisé qui précise que :  
« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux résiduaires : les eaux de process issues du quai de transfert et du centre de tri, les eaux de lavages des locaux, les purges des chaudières, etc. ;
- les eaux résiduaires : les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine. » ;

Vu l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020 susvisé qui précise que :  
« Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

*La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.*

*Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. » ;*

Vu l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020 susvisé qui précise que :  
« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent :

- pour les eaux pluviales de toiture, dans un bassin étanche avant d'être dirigées vers un bassin d'infiltration localisé à l'intérieur du site à l'entrée du site ;
- pour les eaux pluviales de voirie, dans un bassin étanche après avoir été traitée au préalable par un débourbeur / déshuileur, puis elles sont dirigées vers un bassin d'infiltration localisé à l'intérieur du site à l'entrée du site ;
- pour les eaux de process issues du quai de transfert et du centre de tri, dans une citerne béton de 100 m<sup>3</sup> à l'aide d'une pompe de relevage, après avoir été traitées au préalable par un débourbeur. Ces eaux sont traitées dans un centre dédié à cet effet ;
- pour les eaux vannes, dans une fosse septique qui est vidangée, en tant que de besoin, par une société spécialisée. » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 2023 portant mise en demeure de la société SITA OISE sur le territoire de la commune de Rochy-Condé ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2023 actant le changement d'exploitant au bénéfice de la société SUEZ RV NORD EST ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2024 portant astreinte administrative de la société SUEZ RV NORD EST sur le territoire de la commune de Rochy-Condé ;

Vu le rapport du 12 octobre 2024 de l'inspection des installations ;

Considérant ce qui suit :

1. La société SUEZ RV NORD EST a été mise en demeure le 14 mars 2023 de se mettre en conformité vis à vis des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;
2. La société SUEZ RV NORD EST a été rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 300 € (trois cent euros) jusqu'à satisfaction de la mise en œuvre de la défense incendie et de la rétention des eaux d'extinction ;
3. L'inspection des installations classées a constaté le 2 octobre 2024 que l'exploitant a mis en œuvre les moyens lui permettant de respecter les dispositions des articles 4.4.1, 4.4.2, 4.4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020 susvisé ;
4. Compte tenu des constats, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 mars 2023 ainsi que celles de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 1<sup>er</sup> juillet 2024 peuvent donc être levées ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1er :**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 mars 2023 et de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 1<sup>er</sup> juillet 2024, délivrés à la société, SUEZ RV NORD EST, exploitant un centre de tri - transfert de déchets, situé sur la commune de Rochy-Condé (60510), sont abrogées.

### **Article 2 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La préfète peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

### **Article 3 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Rochy-Condé pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Rochy-Condé fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

**Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Rochy-Condé, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **04 NOV. 2024**

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général,

  
Frédéric BOVET

**Destinataires :**

La société SUEZ RV NORD EST

Le maire de la commune de Rochy-Condé

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France